



SANTE DES EXILES EN DANGER

L'Etat doit enfin prendre ses responsabilités

(Paris, le 06/07/17) **Acteur engagé pour un accès à la santé pour tous, Médecins du Monde s'inquiète, à quelques jours de l'annonce du « plan migrants », de l'augmentation du nombre de personnes à la rue sur notre territoire et de l'ambiguïté dans les discours politiques au sujet de l'accueil des personnes exilées en France.**

Madame Agnès Buzyn, Ministre des solidarités et de la santé, déclarait récemment qu'elle voulait « *s'engager sur la santé des migrants* ». Le Premier Ministre Edouard Philippe, dans son discours du 04 juillet 2017, a également fait de la santé un axe prioritaire de son programme, en prônant notamment la volonté de bâtir des parcours de soins, de privilégier la prévention et de lutter contre le non-recours aux soins pour faire baisser les inégalités.

Le constat de nos terrains d'intervention alerte sur le fait que ces intentions soient accompagnées d'une forte volonté politique. Acteur engagé auprès des plus précaires, français ou étrangers, nous savons que certaines conditions de vie rendent malades, notamment celles que subissent les personnes à la rue.

A Metz où plus de 500 demandeurs d'asile sont entassés dans un parking qualifié par les autorités « de dispositif de mise à l'abri », à Rouen, Caen, Saint-Denis ou encore Nantes où régulièrement des mineurs isolés qui devraient être pris en charge dorment à la rue et aussi Calais, Paris ou à la frontière franco-italienne, les campements de fortune se multiplient et se pérennisent.

« Nos politiques sont dans un déni de la réalité. Si Monsieur Macron souhaite accueillir avec humanité ces personnes alors il ne faudra procéder à aucune exclusion car toutes et tous tentent de survivre. Voir le monde tel qu'il est, comme le prétend notre Premier ministre, c'est aujourd'hui pour Médecins du Monde affirmer qu'il est impossible en termes d'éthique de faire le tri entre ces personnes et de vouloir, pour certaines, les renvoyer en Libye où elles ont subies les pires sévices » déclare le Dr Françoise Sivignon, Présidente de Médecins du Monde France.

Si le Gouvernement souhaite réellement et sincèrement prendre en charge et accueillir ces exilés car il en est de sa responsabilité, nous redisons nos demandes :

- **une multiplication des centres d'accueil inconditionnel et de répit** répartis sur tout le territoire français afin de permettre aux personnes de **penser leur parcours migratoire et de faire valoir leurs droits**. Il faut dans le même temps augmenter le **nombre de places d'hébergement dans les dispositifs de droit commun** aujourd'hui saturés.

- **reconnaître et prendre en charge les souffrances physiques et psychiques endurées pendant le parcours migratoire**, et notamment en Libye. Celles-ci sont les conséquences de l'absence de voies d'accès sûres et légales.

- **une augmentation des moyens alloués aux départements pour l'Aide sociale à l'enfance (ASE)** qui doit prendre en charge les mineurs isolés, public particulièrement vulnérable, au lieu de les laisser en errance et sans aucune protection.

- **une plus grande solidarité entre Etats européens, basée sur l'accueil et non sur le refoulement vers des pays en proie au chaos comme la Libye.** Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'Italie a mis à l'abri près de 80.000 personnes arrivées sur son territoire. La seule réponse des autorités françaises a été de renvoyer les personnes dublinées, qui avaient laissé leurs empreintes en arrivant, vers l'Italie dont le dispositif d'accueil est saturé.

Contacts Presse

Lisa Veran / Aurélie Defretin – presse@medecinsdumonde.net
01 44 92 14 31 / 06 09 17 35 59